



Conseil économique et social

Distr. générale
8 mars 2021
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts de la comptabilité nationale

Vingtième session

En ligne, 17, 18, 20, 21, 25 et 26 mai 2021

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

Ordre du jour provisoire annoté de la vingtième session**

Qui se tiendra en ligne les 17, 18, 20, 21, 25 et 26 mai 2021 à partir de 12 h 30 (heure d'été d'Europe centrale)

I. Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau.
2. Mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008).
3. Communication.
4. Transformation numérique.
5. Bien-être et durabilité.
6. Mondialisation.
7. L'après-COVID-19 : perspectives.
8. Travaux futurs et adoption du rapport.
9. Questions diverses.

II. Ordre du jour provisoire annoté

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

1. La session est organisée en application d'une décision prise par la Conférence des statisticiens européens (ECE/CES/2020/16 et ECE/CES/16/Add.1). En raison de la pandémie de COVID-19, elle se tiendra en ligne.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (25 octobre 2021).

** Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



Point 2 : Mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)

Organisateurs : Division de statistique de l'ONU et Fonds monétaire international (FMI)

2. L'examen de ce point de l'ordre du jour sera l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement de la mise à jour du SCN 2008 et du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, sixième édition (MBP6) depuis la précédente session du Groupe d'experts de la comptabilité nationale, tenue en septembre 2020. Dans le rapport d'étape sur la mise à jour du SCN, la Division de statistique de l'ONU et le FMI présenteront les résultats des consultations consacrées aux notes d'orientation établies par les différentes équipes spéciales travaillant sur le programme de recherche relatif au SCN et au MBP ainsi que les nouvelles notes d'orientation actuellement en préparation. Ils présenteront également les réseaux et groupes d'experts associés au processus de mise à jour, de même que les notes d'orientation qui ont été approuvées et envoyées aux pays pour commentaires et, le cas échéant, pour tests et expérimentation, au fur et à mesure de leur disponibilité, entre 2020 et 2023. Lors de l'exposé correspondant, les intervenants présenteront les possibilités offertes aux pays de participer au processus de test et d'expérimentation.

Point 3 : Communication

Organisateurs : Organisme national de statistique du Royaume-Uni, FMI et Banque mondiale

Contributions : Équipe spéciale de la communication (programme de recherche relatif au SCN) ; Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) du Mexique, Organisme national de statistique du Royaume-Uni, FMI et Banque mondiale.

3. L'examen de ce point de l'ordre du jour sera l'occasion de présenter les travaux de l'Équipe spéciale de la communication créée dans le cadre du programme de recherche relatif au SCN, laquelle élabore actuellement des recommandations visant à améliorer la façon de communiquer à propos des comptes nationaux. Les pays présenteront également leur expérience s'agissant de la communication et de la présentation de leurs comptes nationaux aux utilisateurs.

4. Une des tâches de l'Équipe spéciale de la communication consiste à améliorer la façon dont les responsables de la comptabilité nationale et de la balance des paiements et les statisticiens spécialisés dans les finances publiques et les prix communiquent entre eux. Au cours de la dernière année, l'Équipe spéciale de la communication a sollicité les membres de cette communauté de pratique de la statistique macroéconomique afin de connaître leur avis sur le type de plateforme qui pourrait faciliter leurs échanges. Un projet initial a été élaboré sur la base de ces retours. Le groupe *Compilers Hub* du FMI sollicitera des retours d'expérience sur le projet proposé.

5. Dans le document sur la terminologie, le FMI présentera une partie des travaux préliminaires de l'Équipe spéciale de la communication s'agissant de l'élaboration de termes et de modes de présentation qui sont plus faciles à interpréter par les utilisateurs. Faut-il parler de « produit intérieur brut (PIB) » ou de « production intérieure brute » ou simplement de « production intérieure » ? La façon dont nous communiquons les comptes nationaux influe sur la façon dont les données sont utilisées. La terminologie de la comptabilité nationale est précise, à juste titre, mais une grande partie du public a beaucoup de mal à la comprendre. Sachant que la terminologie du SCN peut parfois restreindre l'utilisation des données, l'Équipe spéciale de la communication s'efforce d'élaborer de nouveaux termes et de nouvelles définitions que les organismes nationaux de statistique pourront employer dans leur communication avec les utilisateurs.

6. Qu'est-ce qu'une norme statistique ? Que signifie être aligné sur une norme statistique ? Que signifie être conforme au SCN 1993 ou au SCN 2008, au MBP5 ou au MBP6 ? L'Équipe spéciale de la communication élabore un cadre que les pays pourront utiliser pour déterminer dans quelle mesure ils se conforment aux normes statistiques internationales. Sa première tâche consiste à définir et préciser ce qui constitue une norme

statistique. Par la suite, l'Équipe spéciale examinera les différents moyens par lesquels les pays peuvent quantifier et préciser leur degré de conformité à une norme. Dans le document sur l'alignement sur les normes statistiques (*Alignment with Statistical Standards*), la Banque mondiale présentera certaines des réflexions préliminaires de l'Équipe spéciale et sollicitera les contributions des participants concernant la voie à suivre.

7. Dans le document sur la communication des révisions, mises à jour et millésimes aux utilisateurs (*Communicating revisions, updates, vintages to users*), l'Organisme national de statistique du Royaume-Uni présentera l'ensemble de recommandations élaborées par l'Équipe spéciale de la communication en ce qui concerne la terminologie et la présentation des révisions ou des mises à jour. Quel que soit leur nom, elles font partie du processus statistique. Si tous les pays font preuve de transparence dans la communication des révisions et mises à jour à leurs utilisateurs, il y a un manque de cohérence à l'échelle internationale dans la façon de les expliquer et de les présenter. La première des tâches à entreprendre consiste par conséquent à décider si nous devons parler de « révisions » ou de « mises à jour ».

8. Il est important de communiquer et de diffuser les statistiques économiques auprès d'un grand nombre d'utilisateurs et d'en faciliter la compréhension, et cela est d'autant plus vrai lorsque l'économie traverse une période cruciale ou même subit un choc tel que celui de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Dans le document sur le maintien de la pertinence des statistiques : comptes nationaux, l'expérience mexicaine (*Keeping the statistics relevant: National Accounts, Mexican Experience*), l'INEGI (Mexique) abordera les thèmes suivants :

- Diffusion et promotion des projets relatifs aux comptes nationaux qui sont accompagnés d'un dialogue constant avec les utilisateurs et utilisés pour obtenir des retours d'expérience ;
- Adaptation des contenus et du degré d'exposition en fonction du profil de l'utilisateur, afin de faciliter au maximum le dialogue et la compréhension ;
- Une dynamique et une présentation ludiques sont utilisées afin de susciter la participation et l'intérêt d'un vaste éventail d'utilisateurs ;
- Le secteur communication de l'INEGI, c'est-à-dire le canal par lequel nous recevons les invitations à présenter les projets aux institutions publiques, privées et universitaires. L'objectif est de diffuser les connaissances et de montrer l'utilisation qui est faite des produits de la comptabilité nationale de façon à aider les utilisateurs à tirer le meilleur parti de l'information et à créer des possibilités individuelles ou collectives d'exploiter davantage les évolutions.

Point 4 : Transformation numérique

Organisateurs : Bureau d'analyse économique des États-Unis et Eurostat

Contributions : programme de recherche relatif aux comptes nationaux, Équipe spéciale de la transformation numérique ; Statistique Canada ; Banque de Russie ; Bureau d'analyse économique des États-Unis, Eurostat et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

9. Au cours de cette session, le projet de recommandations et l'expérience des pays ayant trait au domaine de recherche des comptes nationaux consacré à la transformation numérique seront présentés, avec un accent particulier sur les recommandations de l'Équipe spéciale de la transformation numérique concernant les tableaux des ressources et des emplois du numérique, le rôle économique des données et l'évaluation des produits gratuits. Les pays qui ont commencé à travailler sur ces thématiques présenteront également leur expérience.

10. Les Tableaux canadiens des ressources et des emplois du numérique établis par Statistique Canada donnent une vision complète des transactions économiques de base se rapportant à l'économie numérique. Ils présentent dans les tableaux généraux des ressources et des emplois du Canada une ventilation entre composantes numériques et non numériques ainsi qu'un cadre qui permet d'analyser leur rôle relatif dans les activités de production et de consommation au cours de la période 2017-2019. Il est également question dans le document

des méthodes de compilation, notamment des méthodes indirectes utilisées pour combler plusieurs données manquantes, ainsi que des difficultés non encore résolues, notamment en ce qui concerne les produits non marchands.

11. Les travaux de l'Équipe spéciale de la transformation numérique consacrés aux produits numériques gratuits offriront l'occasion d'examiner les conclusions et les propositions de l'Équipe spéciale concernant les produits gratuits dans les comptes nationaux. Les médias gratuits financés par la publicité sont devenus un problème dans le débat sur la comptabilité nationale lorsque la télévision est devenue une source majeure de divertissement, dans les années 50. La question a fini par disparaître du débat, mais ce ne fut que pour mieux réapparaître lorsque les plateformes gratuites sont devenues un élément majeur de nos vies numériques. Si certains sont d'avis que les services gratuits proposés par les plateformes et appareils numériques consommés par les ménages sont absents du PIB tel qu'il est compilé actuellement, d'autres font valoir que le PIB englobe déjà indirectement le résultat de ces produits gratuits et que seuls les indices de prix et de volumes posent des problèmes de mesure. L'Équipe spéciale de la transformation numérique s'intéresse actuellement à ces aspects et analyse différentes solutions pour enregistrer les produits gratuits. Elle s'intéresse tout particulièrement à deux grandes approches : une approche de services groupés, qui consiste à considérer les produits gratuits comme des articles subventionnés faisant partie d'un lot comprenant des produits à marge, et une approche de troc, qui considère que les plateformes numériques proposent des services gratuitement en échange des données personnelles des utilisateurs collectées avec leur consentement dans le cadre d'une transaction et dont le but vise à lui attribuer une valeur.

12. Dans le document sur les données comme formation de capital (*Data as Capital Formation*), l'Équipe spéciale de la transformation numérique présentera ses travaux récents, lesquels ont montré qu'il existe un large consensus pour dire que les données sont un actif produit et que leur valeur doit être reflétée dans le système des comptes nationaux. Toutefois, des questions se posent encore en ce qui concerne l'évaluation et l'enregistrement des données et des problèmes conceptuels et pratiques doivent être résolus. L'exposé sera l'occasion d'examiner une ébauche d'orientations et un début de solution à ces problèmes.

13. Le document sur l'évaluation de l'économie des données à l'aide de l'apprentissage automatique et des offres d'emplois en ligne (*Valuing the Data Economy using Machine Learning and Online Job Postings*) contiendra une présentation de la méthode élaborée par le Bureau d'analyse économique des États-Unis pour mesurer l'économie des données. Les actuelles lignes directrices sur les comptes nationaux excluent la valeur des données provenant de la sphère productive sauf dans les cas où les données sont achetées au sein d'une base de données. C'est pourquoi l'essor de l'économie des données n'est pas nécessairement intégralement pris en compte dans le PIB et dans les statistiques qui s'y rapportent. La mesure de la valeur des dépenses consacrées à la collecte, au stockage et à l'analyse des données est compliquée par le fait que la quantité de données disponibles dans une économie à n'importe quel moment n'est pas observée de façon systématique et que les activités d'interfaçage des données sont généralement réalisées à compte propre. De plus, ces activités peuvent aussi recouper d'autres types de formation de capital tels que les dépenses de R-D et le développement de logiciels. Pour résoudre ces difficultés, nous appliquons une nouvelle méthode permettant de mesurer la valeur de l'économie des données à l'aide d'une approche fondée sur l'addition des coûts. Cette méthode repose sur l'utilisation des techniques les plus avancées de traitement du langage naturel dans l'univers quasiment illimité des offres d'emplois en ligne afin de repérer les emplois qui comportent des activités d'interfaçage des données. Nous utilisons nos estimations en combinaison avec les données des enquêtes sur le marché du travail afin de construire des estimations des dépenses liées à la collecte, au stockage et à l'analyse des données aux États-Unis de 2010 à 2019.

14. Le document sur la mesure du commerce numérique transfrontières dans la balance des paiements russe et l'enregistrement des effets de la transformation numérique (*Measuring cross-border digital trade in the Russian BOP – recording digitalization*) décrit l'expérience de la Banque de Russie en ce qui concerne la prise en compte du commerce numérique transfrontières dans la compilation des agrégats de la balance des paiements. Le commerce numérique, qui compte parmi les facteurs clefs du développement mondial actuel, nécessite une mise à jour permanente des informations sur les participants et les unités de production

propres à ce marché, le volume de l'offre et de la demande, les opérations de paiement, les investissements, etc. À cet égard, l'importance de données de qualité accessibles, comparables et actualisées croît sensiblement. Il est impossible de mener à bien cette tâche sans adopter des recommandations et des normes internationales communes, notamment des concepts et des définitions, un cadre conceptuel et des sources de données recommandées. Des progrès tangibles ont été réalisés dans ce sens ces dernières années grâce aux efforts d'un certain nombre d'organisations internationales et de pays. La Banque de Russie a participé à l'établissement de la version finale du manuel de l'Équipe spéciale interinstitutions chargée des statistiques du commerce international sur la mesure du commerce numérique¹. La Banque de Russie collecte des données et calcule des agrégats sur une base trimestrielle depuis 2011. Au cours de cette période, la méthode de compilation des données a changé ; elle est passée de l'utilisation d'un modèle d'estimation à l'utilisation de données de déclaration directe grâce à la disponibilité de nouvelles sources de données. En outre, depuis 2015, la Russie a commencé à élaborer des statistiques sur le commerce numérique transfrontalier des services et à l'inclure dans la valeur totale du commerce extérieur des services. L'exposé donne un aperçu des principaux aspects des deux approches, analyse leurs avantages et leurs inconvénients, ainsi que les perspectives et les orientations d'une amélioration ultérieure.

15. Le document sur le tour d'horizon des travaux portant sur d'autres domaines (*Overview of work on other issues*) donnera un aperçu des progrès accomplis sur les autres thèmes couverts par l'Équipe spéciale de la transformation numérique, parmi lesquels figurent notamment les thèmes suivants : accroître la visibilité de l'économie numérique grâce à l'utilisation de tableaux des ressources et des emplois du numérique et d'indicateurs prioritaires, la mesure des prix et des volumes de biens et services concernés par la transformation numérique, le traitement de l'intelligence artificielle, les cryptoactifs et l'informatique en nuage.

Point 5 : Bien-être et durabilité

Organisateurs : Banque mondiale et OCDE

Contributions : Équipe spéciale du bien-être et de la durabilité du programme de recherche relatif aux comptes nationaux ; Bureau australien de statistique ; Statistique Canada ; Bureau central de statistique d'Israël ; INEGI (Mexique) ; Statistique Pays-Bas ; Statistique Norvège ; Organisme national de statistique du Royaume-Uni ; Réserve fédérale des États-Unis ; FMI ; Banque mondiale.

(Confirmation attendue pour une présentation de pays sur la comptabilité économique et environnementale)

16. L'un des domaines de recherche prioritaires en vue d'une future mise à jour du SCN 2008 concerne la mesure du bien-être et de la durabilité. On considère qu'il est de la plus haute importance d'élaborer des mesures qui permettent d'évaluer plus largement le bien-être des personnes et la durabilité des développements sociétaux. À cette fin, il est important de mieux comprendre des questions telles que le développement du capital humain, l'importance relative des activités non rémunérées des ménages, l'impact de l'environnement sur l'économie et la répartition des ressources entre les ménages. L'objectif final est de définir un cadre plus large qui permette de suivre et d'analyser les interactions entre les différents aspects du bien-être et de la durabilité, et de mieux comprendre les compromis et les synergies entre les différents domaines. À terme, on aimerait voir élaboré un cadre global dans lequel les statistiques sur les questions économiques, sociétales et environnementales seraient intégrées (pas nécessairement monétisées), et dans lequel on pourrait facilement examiner en détail les microdonnées. Il est clair qu'il ne peut s'agir que d'un objectif à long terme nécessitant l'élaboration d'un cadre conceptuel approprié.

17. Les thèmes suivants, qui ont été traités par l'Équipe spéciale du bien-être et de la durabilité, seront examinés au titre de ce point de l'ordre du jour : 1) le cadre plus large ; 2) les résultats des comptes de répartition dans le secteur des ménages ; 3) l'éducation et le

¹ <https://www.oecd.org/sdd/its/Handbook-on-Measuring-Digital-Trade-Version-1.pdf>.

capital humain ; 4) la comptabilité économique et environnementale. Le débat visera à recueillir les réactions du Groupe d'experts de la comptabilité nationale sur les tableaux (ou agrégats) supplémentaires suggérés et les projets de recommandations pour chaque domaine ainsi que sur les mesures à prendre pour réaliser le cadre plus large qui permettra de mieux comprendre les différents aspects du bien-être et de la durabilité.

1. Le cadre plus large

18. Dans le document consacré au développement du cadre plus large (*The development of the Broader framework*), la Banque mondiale fait le point sur les travaux en cours pour développer un cadre plus large regroupant les divers domaines de travail couverts par l'Équipe spéciale du bien-être et de la durabilité du programme de recherche relatif aux SCN. L'objectif est de regrouper l'ensemble de ces travaux au sein d'un cadre plus large afin de se faire une idée complète et cohérente des divers aspects du bien-être et de la durabilité. L'Équipe spéciale élabore actuellement une note d'orientation sur le cadre plus large dans laquelle elle examine les liens entre les divers domaines et étudie la meilleure façon de présenter cette information dans le contexte du cadre central.

19. Le document sur l'expérience de la mise en œuvre de comptes satellites au Mexique (*Experiences with the Implementation of Satellite Accounts in Mexico*) met en lumière les efforts faits par l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI) du Mexique pour créer des comptes satellites dans les domaines de l'environnement, du travail non rémunéré des ménages, de la santé et des conditions sociales, et de la répartition des revenus, de la consommation et de l'épargne des ménages, qui contribuent à mettre en lumière les aspects essentiels du bien-être et de la durabilité. La participation des principaux acteurs a été un facteur fondamental pour l'élaboration de ces comptes, depuis le développement conceptuel jusqu'à la promotion et la diffusion.

20. Le document offrant un aperçu des travaux menés sur les comptes satellites en Norvège (*Overview of Work on Satellite Accounts in Norway*) présente les comptes satellites compilés par Statistique Norvège dans le domaine du bien-être et de la durabilité et leur utilisation. L'exposé correspondant accordera une attention particulière à l'éducation, à la santé, aux institutions sans but lucratif au service des ménages et aux comptes de l'environnement, qui couvrent divers aspects du bien-être et de la durabilité. Les liens de ces comptes avec les comptes nationaux seront également décrits et des exemples seront donnés pour montrer comment les comptes satellites peuvent être utilisés pour communiquer les chiffres clefs concernant, par exemple, le fonctionnement et les bénéficiaires du système de santé et du système d'éducation, et pour examiner la valeur du travail bénévole.

2. Résultats des comptes de répartition dans le secteur des ménages

21. Dans le document sur les comptes économiques répartis pour le secteur des ménages au Canada, Statistique Canada présente les nouvelles estimations infra-annuelles expérimentales élaborées récemment. Ces données permettront de comprendre quels ont été les effets de la pandémie de COVID-19 sur le bien-être économique des ménages et comment les mesures de soutien mises en place par l'État ont contribué à les atténuer pour les divers segments de la population. Ces estimations expérimentales comprendront des données sur les revenus, la consommation et l'épargne par province et territoire pour l'année 2019 et les trois premiers trimestres de 2020. Les estimations de la richesse seront disponibles par province pour 2019 et les trois premiers trimestres de 2020. L'objectif des nouvelles estimations expérimentales sera de permettre une compréhension plus fine des évolutions économiques et des effets de la pandémie de COVID-19 sur le bien-être économique des ménages au Canada. Cela est d'autant plus vrai que l'on considère que la pandémie a frappé certaines catégories de la population plus durement que d'autres. L'exposé sera consacré aux sources de données, méthodes et hypothèses employées pour obtenir les estimations infra-annuelles. Les difficultés liées à l'établissement de ces estimations et certaines des limites inhérentes à ces données seront également présentées, de même que les stratégies de diffusion de ces données très attendues.

22. Le document sur la compilation des comptes de répartition au Costa Rica (*Compilation of distributional accounts in Costa Rica*), établi par la Banque mondiale, présentera les résultats d'une étude conjointe entreprise par la Banque centrale, l'Institut

national de la statistique et du recensement du Costa Rica (INEC) et la Banque mondiale et consistant à compiler les comptes de répartition du Costa Rica. Cette étude s'inscrivait dans le cadre d'un projet financé par le Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités statistiques et exécuté de mars à décembre 2020. Les estimations de la consommation, des revenus et de l'épargne par quintile de revenu, sexe et secteur d'activité de la personne référence au sein du ménage ont été obtenues à partir des informations figurant dans l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages. Un aperçu de la méthode employée, des difficultés rencontrées, des enseignements tirés et des perspectives pour l'avenir sera également présenté. Il portera notamment sur la possibilité de mener des projets similaires dans un certain nombre d'autres pays, dans la perspective d'un futur scénario qui consisterait à faire en sorte que les données de ce type soient compilées et diffusées régulièrement.

23. Le document sur les comptes de répartition dans le secteur financier aux États-Unis (*Distributional financial accounts in the United States*), établi par la Réserve fédérale des États-Unis, décrit la construction des comptes de répartition dans le secteur financier et présente plusieurs résultats, dont un ensemble de données contenant des estimations trimestrielles de la répartition de la richesse des ménages aux États-Unis depuis 1989. Les comptes de répartition dans le secteur financier intègrent les informations relatives à la répartition au sein d'un cadre de comptabilité nationale en utilisant deux produits statistiques existants établis par le Conseil de la Réserve fédérale : l'agrégat trimestriel de la richesse des ménages à partir des comptes nationaux des États-Unis, et les mesures trisannuelles de la répartition de la richesse provenant de l'enquête sur les finances de consommation. Les comptes de répartition dans le secteur financier complètent d'autres sources en produisant des statistiques sur la répartition cohérentes avec les agrégats macroéconomiques, en fournissant des données trimestrielles en temps voulu et en permettant la construction de la répartition de la richesse en fonction des différentes caractéristiques démographiques.

3. Éducation et capital humain

24. Le document d'orientation sur le travail, le capital humain et l'éducation (*Guidance on labour, human capital and education*), établi par le Bureau australien de statistique, fait le point sur les travaux de l'Équipe spéciale du programme de recherche relatif au SCN chargée d'élaborer des orientations dans ce domaine de mesure. L'exposé correspondant couvrira les thèmes suivants : les motifs derrière un tel travail, les orientations et la pratique préexistantes et les recommandations concernant les éléments à inclure dans la mise à jour du SCN. Après avoir élaboré cette première série de recommandations, l'Équipe spéciale a entrepris des consultations avec l'ensemble des acteurs des comptes nationaux dans le but de solliciter leurs contributions.

25. Le document sur le compte satellite israélien pour l'éducation et la formation (*Israeli Satellite Account for Education and Training*) établi par le Bureau central de statistique d'Israël présente l'expérience de la compilation d'un compte satellite pilote dans le cadre des travaux du groupe de travail de la CEE chargé d'élaborer le guide de compilation sur les comptes satellites pour l'éducation et la formation. Il décrit la méthode et les sources de données utilisées pour établir le compte satellite. Il présente également les résultats obtenus et leur analyse. Une attention particulière est accordée aux problèmes rencontrés dans le travail.

26. Le document sur la mesure du capital humain dans les statistiques officielles du Royaume-Uni actuellement et dans l'avenir (*Measuring human capital in UK official statistics now and into the future*) présentera la récente expérience de l'Organisme national de statistique du Royaume-Uni s'agissant de la mesure du capital humain et du développement de ses statistiques en la matière et montrera comment cette mesure a été orientée par les besoins internes et les intentions concernant la future production de statistiques et d'analyses. Une attention particulière sera accordée à l'expérience du Royaume-Uni dans des domaines tels que l'élaboration de politiques spécifiques, la prise en compte de l'investissement dans la main-d'œuvre et l'interaction entre le capital humain et d'autres domaines économiques tels que la prise en charge des enfants, le logement et les inégalités. Le Royaume-Uni élabore un plan de travail ambitieux qui consiste à faire un meilleur usage des sources de données existantes, notamment en utilisant plus largement les

données administratives et les données commerciales telles que les offres d'emploi en ligne et la collecte de données ciblées. Cette démarche pourrait ouvrir la voie à de nouvelles analyses approfondies des compétences et des connaissances des individus pendant toute la durée de la vie. Elle pourrait également contribuer à combler les lacunes conceptuelles et les données manquantes afin d'envisager sérieusement la possibilité d'intégrer les statistiques sur le capital humain dans un ensemble cohérent de comptes nationaux élargis, une question qui sera également examinée en même temps que la préférence du Royaume-Uni quant à la façon de traiter ces problèmes conceptuels.

4. Comptabilité économique et environnementale

27. Un des éléments du programme de recherche relatif au SCN consiste en un réexamen du traitement et de l'enregistrement des régimes d'échange de droits d'émission dans les comptes nationaux. Actuellement, il est recommandé d'enregistrer tous les régimes d'échange de droits d'émission en tant que taxes sur la production, notamment parce qu'au regard du SCN, ces permis n'impliquent pas l'utilisation d'un actif naturel. Le document du FMI sur l'enregistrement des permis d'émission (*The recording of emission permits*) propose une autre méthode qui consiste à considérer l'atmosphère comme un actif naturel, en conséquence de quoi les revenus que les gouvernements tirent de la vente de permis d'émission ne seraient pas enregistrés comme recettes fiscales, mais plutôt comme la vente d'actifs non produits.

28. Toujours au titre de ce point de l'ordre du jour, la Banque mondiale présentera ses travaux sur les énergies renouvelables et les pays décriront leur expérience s'agissant de la compilation de la comptabilité économique et environnementale.

Point 6 : Mondialisation

Organisateurs : Organisme central de statistique d'Irlande et FMI

Contributions : Équipe spéciale du programme de recherche relatif au SCN sur la mondialisation ; Statistique Canada ; Deutsche Bundesbank ; Organisme central de statistique d'Irlande ; INEGI (Mexique) ; Banque nationale de Moldova ; Statistique Pays-Bas ; Organisme de statistique de la République de Serbie ; Banque nationale de Serbie ; FMI

29. Les progrès des travaux dans le domaine de la mondialisation seront examinés au titre de ce point de l'ordre du jour. Une attention particulière sera portée au traitement des entreprises multinationales en comptabilité nationale et à l'évaluation des exportations et des importations. Les pays seront invités à partager les enseignements qu'ils tirent de l'expérimentation de la mise en œuvre des recommandations sur ces questions.

30. Au cours de la dernière année écoulée, l'Équipe spéciale conjointe sur la mondialisation du programme de recherche relatif au SCN et à la balance des paiements a accompli des progrès significatifs dans le traitement des questions de recherche relatives à la mondialisation. L'état des lieux établi par l'Équipe spéciale de la mondialisation (*Globalization Task Team State of Play*), établi par l'Organisme central de statistique d'Irlande, donnera un aperçu des progrès accomplis s'agissant des questions examinées pendant la réunion du Groupe d'experts de la comptabilité nationale en septembre 2020 et des questions supplémentaires identifiées lors des réunions du groupe consultatif d'experts (GCE) sur les comptes nationaux et du Comité des statistiques de la balance des paiements en octobre 2020.

31. Les experts des statistiques de la comptabilité nationale et de la balance des paiements se sont récemment penchés sur les changements apportés à l'évaluation des importations et des exportations de biens au profit de la valeur des transactions dans les prochaines normes internationales. Le GCE et le Comité des statistiques de la balance des paiements ont estimé que la valeur des transactions était saine du point de vue conceptuel, mais différents pays se sont interrogés sur la faisabilité pratique de cette approche de la compilation des statistiques sur la comptabilité nationale et la balance des paiements. Dans le document sur l'évaluation des importations et des exportations (*Valuation of imports and exports*), la Deutsche

Bundesbank présentera les résultats de son analyse d'un vaste ensemble de données comprenant des informations sur les exportations et les importations, les incoterms, la valeur des transactions et les valeurs statistiques. De plus, les travaux menés par d'autres pays seront passés en revue et la Banque nationale de Moldova, l'Organisme de statistique de Serbie et la Banque nationale de Serbie présenteront leur point de vue concernant la note d'orientation sur l'évaluation des importations et des exportations, et la République de Moldova fera connaître ses propositions à cet égard.

32. Le Réseau des coordonnateurs des entreprises multinationales présentera les actions entreprises par Eurostat dans le cadre du suivi des conclusions de la Conférence des Directeurs généraux des instituts nationaux de statistique (DGINS). En 2020, Eurostat a créé un Réseau européen des coordonnateurs des entreprises multinationales chargé de mieux coordonner les diverses activités menées par les États membres de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange dans le but de renforcer la cohérence des données sur les entreprises multinationales. La première réunion du réseau d'experts des entreprises multinationales du Système statistique européen (SSE) (autrefois appelé « réseau d'experts des entreprises multinationales et des unités chargées des grands groupes ») aura lieu dans le courant du premier trimestre de 2021. Le Réseau des coordonnateurs des entreprises multinationales servira principalement de plateforme en vue du renforcement de la coopération entre experts des entreprises multinationales dans le cadre du SSE et appuiera les organismes nationaux de statistique des États membres de l'UE aux différents stades de la constitution d'unités chargées des grands groupes ou de mécanismes similaires s'agissant des travaux sur la cohérence des données.

33. Les entreprises multinationales jouent un rôle essentiel dans le commerce et l'investissement mondiaux. Ces dernières années, Statistique Canada a entrepris des travaux visant à améliorer les statistiques sur les multinationales afin de mieux comprendre et évaluer leur importance dans les économies étrangères et canadienne. Ces travaux ont abouti à la publication en novembre 2019 d'un programme complet sur les entreprises multinationales canadiennes comprenant des données de niveau infranational sur les activités des multinationales étrangères et canadiennes au Canada. Malgré leur nombre relativement faible, les multinationales jouent un rôle important comme sources d'emplois, de capitaux et de nouvelles technologies dans le pays. Le document sur le développement et l'élargissement d'un programme élargi et plus agile relatif à la comptabilité internationale : le programme canadien sur les multinationales décrit l'approche novatrice utilisée dans la création de ce riche ensemble de données, ainsi que ses différentes dimensions et certains résultats clefs.

34. L'exposé sur l'enregistrement de l'effet des multinationales sur les comptes nationaux (*Recording the Impact of Multinationals on National Accounts*) présente l'analyse des incidences des inversions fiscales d'entreprises et des échanges d'actifs incorporels sur les données macroéconomiques néerlandaises, que Statistique Pays-Bas a menée à la demande du Ministère des finances et du Ministère des affaires sociales et de l'emploi. Pour ce travail, Statistique Pays-Bas a analysé les microdonnées dont elle dispose et a établi des estimations pour la période de 2010 à 2017. La conclusion de l'enquête est que les deux phénomènes ont des incidences importantes sur les données macroéconomiques néerlandaises. Toutefois, par rapport à la taille globale de l'économie néerlandaise, ces incidences restent assez modestes. Bien que ce type d'étude ponctuelle soit certainement utile, l'enregistrement cohérent et précis des incidences des grandes entreprises (étrangères) sur les statistiques macroéconomiques justifie une approche plus structurelle, notamment en ce qui concerne le revenu national brut. Les données issues des statistiques structurelles sur les entreprises et les diverses décisions d'équilibrage prises lors de la compilation des tableaux des ressources et des emplois peuvent, en fin de compte, ne pas être cohérentes avec les bénéfices réinvestis versés aux propriétaires étrangers, tels qu'ils figurent dans les enquêtes sur la balance des paiements et les entreprises. La cohérence peut être améliorée en effectuant des calculs explicites pour les sociétés à capitaux étrangers dans l'ensemble du système de comptabilité nationale et en les présentant comme un sous-secteur distinct. Cela peut être particulièrement pertinent pour le secteur des sociétés non financières. C'est pourquoi Statistique Pays-Bas a lancé un nouveau projet destiné à étudier comment cette sous-sectorisation peut être pratiquement intégrée dans les comptes nationaux. L'exposé détaillera les résultats de l'étude sur les entreprises multinationales ainsi que les plans élaborés et les progrès réalisés dans le cadre du nouveau projet susmentionné.

35. Dans l'exposé sur l'expérience de l'échange de données sur la mondialisation (*Experiences in the exchange of globalization data*), l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) du Mexique présentera l'expérience du Mexique s'agissant de l'échange de données entre l'organisme national de statistique et les entreprises du secteur de l'automobile ainsi que la base de données sur les échanges en valeur ajoutée pour l'Amérique du Nord créée dans le but de compiler les tableaux des ressources et des emplois pour la région pour 2012 et le travail entrepris en parallèle pour concilier les asymétries commerciales. Pour l'avenir, il est possible d'élaborer de nouveaux accords juridiques afin de gérer la diffusion des statistiques sur les entreprises multinationales à l'étranger et dans le pays et de croiser ces statistiques avec le répertoire des établissements.

Point 7 : L'après-COVID-19 : perspectives

Organisateurs : Statistique Canada et Bureau d'analyse économique des États-Unis

Contributions : Statistique Canada ; Statistique Finlande ; Bureau d'analyse économique des États-Unis ; Banque des règlements internationaux ; FMI

36. Le système des statistiques économiques évolue rapidement. Dès le début de la pandémie, les statisticiens ont prouvé qu'ils étaient capables d'innover, de s'adapter rapidement et de fournir des données quasiment en temps réel. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants s'interrogeront sur la façon de traduire ces solutions novatrices dans l'ère de l'après-COVID-19.

37. Dans le document sur l'environnement mondial pour l'écosystème de la statistique économique, Statistique Canada présentera un nouveau projet visant à réviser et rationaliser le processus de compilation des comptes nationaux. L'actuel cadre opérationnel utilisé dans le Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM) et l'écosystème qui alimente les statistiques économiques ont été conçus il y a plusieurs années, à une époque où les mégadonnées, l'apprentissage machine, l'intelligence artificielle, l'informatique en nuage et les logiciels libres n'étaient encore que des concepts futuristes. Depuis cette époque, la demande de données toujours plus complexes et détaillées, nécessaires pour prendre des décisions fondées sur des faits, n'a cessé de croître. De plus, comme cela a été amplement démontré pendant la pandémie de COVID-19, une réactivité optimale face à l'apparition de nouveaux besoins toujours plus importants de données est appelée à devenir la norme pour les statisticiens.

38. Le projet relatif à un environnement mondial pour l'écosystème de la statistique économique lancé par Statistique Canada doit donner lieu à un processus complet de révision, de normalisation et d'optimisation de l'ensemble des informations et des modèles opérationnels utilisés pour compiler les comptes nationaux. Le modèle de traitement des données nécessaires à l'établissement des comptes nationaux sera refondu de façon à y incorporer la norme SDMX et à utiliser les nouvelles technologies (en privilégiant les logiciels *open source*). Cette nouvelle infrastructure de traitement des données reposera sur les principes de capacité de réutilisation, de modularité, de traçabilité, d'adaptabilité et de transparence. Le projet sera conçu de manière à permettre l'absorption de données à haute fréquence et l'intégration de technologies de pointe telles que l'apprentissage machine et l'intelligence artificielle dans les flux de production ordinaire. Le document présentera le projet, sa démarche, ses éléments, ses objectifs et l'approche sous-jacente. Il mettra également en évidence les possibilités de collaboration internationale et de codéveloppement qui, selon les prévisions de Statistique Canada, permettront de créer avec d'autres organismes une communauté active au service d'une production efficace de statistiques macroéconomiques officielles encore plus cohérentes.

39. Dans le document sur les statistiques officielles après la pandémie de COVID-19 : point de vue d'une banque centrale (*Official statistics after Covid-19: a central bank perspective*), la Banque des règlements internationaux traitera de la nécessité de réviser le cadre international de coopération en matière de statistique. Une telle révision serait essentielle à la fois pour améliorer les informations de base entrant dans les statistiques officielles, particulièrement en ce qui concerne l'actualité et la fréquence des données et leur comparabilité à l'échelle internationale, et pour faire face aux nouveaux besoins de données.

En particulier, la pandémie a montré qu'il était urgent de poursuivre les activités statistiques entreprises après la crise financière mondiale, de recueillir des informations financières plus précises, de déterminer comment exploiter davantage les mégadonnées, d'améliorer l'infrastructure statistique mondiale, de mieux mesurer les nouveaux problèmes mis en évidence par la pandémie et qui ne sont actuellement pas suffisamment couverts par les outils statistiques « traditionnels », et de promouvoir des initiatives à l'échelle mondiale et les échanges de données d'expérience nationales afin d'améliorer la production et l'actualité des statistiques officielles en tirant parti des technologies de l'information pour appuyer la collecte, la compilation et la diffusion des données. La prise en compte de ces aspects pourrait contribuer à améliorer de façon significative la préparation des systèmes statistiques face à des événements imprévus et renforcer leur rôle en tant que fournisseurs d'informations actuelles et fiables aux banques centrales, aux autres autorités et au public en général. Il faudra néanmoins minutieusement veiller à établir un ordre de priorité précis dans les répercussions pour les statistiques officielles en s'appuyant sur les besoins effectifs.

40. Les évolutions économiques induites par la pandémie se mesurent en jours et en semaines plutôt qu'en mois et en années, ce qui montre combien il est nécessaire de disposer de données économiques plus actuelles pour informer le public. Le document sur l'amélioration de l'actualité des estimations des dépenses de consommation : méthodes expérimentales faisant appel aux prévisions immédiates et aux données de carte (*Improving timeliness of consumer expenditure estimates: Experimental Methods Using Nowcasting and Card Data*) résumera les nouvelles estimations des dépenses qu'il est possible de réaliser grâce aux données sur les transactions par carte et qui sont disponibles sur le site Web du Bureau d'analyse économique, et analysera les corrélations entre les données de carte et les séries officielles. L'exposé correspondant comprendra une présentation des résultats de travaux antérieurs sur les prévisions immédiates entrepris dans le but d'améliorer la précision de nos estimations précoces. La conclusion est que les méthodes faisant appel aux données de carte sont efficaces pour mesurer les évolutions importantes de l'économie dans le contexte de la pandémie, mais que les corrélations sont bien plus faibles au cours d'une période de stabilité telle que celle qui a précédé la pandémie et au cours de laquelle les prévisions immédiates se sont révélées efficaces. Pour ce qui est de l'avenir, la question qui sera posée est celle de savoir dans quelles conditions ces méthodes sont les plus efficaces lorsqu'elles sont appliquées seules ou en association avec d'autres.

41. Dans le document sur l'augmentation de la fréquence et l'amélioration de l'actualité des données sur le PIB (*Increasing Frequency and Timeliness of GDP*), le FMI présentera les travaux qu'il a menés sur Google Trends et Google Maps pour aider les pays à améliorer la fréquence et l'actualité des estimations relatives au PIB et à développer des indicateurs opérationnels sur les entreprises. Dire que les besoins des utilisateurs de statistiques économiques ont évolué depuis le début de la pandémie de COVID-19 serait un euphémisme. Ces besoins ont en effet été transformés et rien n'est plus comme avant. D'un monde qui reposait sur la prévisibilité à court terme, nous sommes entrés dans un monde dans lequel les décideurs doivent prendre quotidiennement le pouls de l'activité économique et procéder à des ajustements chaque semaine. Les consommateurs de données ont pris l'habitude de consulter quotidiennement des courbes sanitaires. Le nombre de cas, l'évolution des moyennes et des tendances, les cycles, les pics et les creux font désormais partie de notre vocabulaire et de nos conversations quotidiennes. Les utilisateurs de données économiques se sont mis à exiger un service similaire de la part des statisticiens de l'économie. Alors qu'ils se sont attelés à la tâche consistant à trouver une issue à la pandémie, les utilisateurs de données économiques et les décideurs ont besoin de statistiques économiques plus fréquentes, plus actuelles et plus fines. Les données présentes sur Google Maps et Google Trends peuvent apporter une partie de la solution. Au cours des dernières années, beaucoup d'organismes, de laboratoires d'idées et d'universitaires ont pu développer des indicateurs particulièrement actuels en utilisant les données fournies par Google (Google Trends et les données de mobilité) qui offrent un traçage efficace permettant de constituer des agrégats de l'activité économique. Ces indicateurs sont des plus utiles et nous aident véritablement à connaître les tendances économiques actuelles quasiment en temps réel. S'appuyant sur ces travaux, le Département des statistiques du FMI a entrepris des recherches afin de déterminer comment l'on pouvait accéder aux données issues de Google Maps et de Google Trends et les traiter de manière à s'aligner sur les concepts statistiques économiques, les classifications,

les définitions et les méthodes de compilation adoptés officiellement à l'échelle internationale et comment ces données pouvaient à leur tour être utilisées pour augmenter la périodicité et améliorer l'actualité des mesures officielles de l'activité économique.

42. Dans le document sur les nouvelles mesures de la production du secteur de la santé (*New output measures of the health care sector*), Statistique Finlande présentera les nouveaux indicateurs de production non commerciaux rapides du secteur de la santé, qui ont dû être développés en 2020 pour compiler les comptes nationaux trimestriels en raison des changements structurels importants imposés au système de santé publique pendant la pandémie de COVID-19. Un nouvel indicateur de production utilisant à la fois des données nouvelles et des données existantes provenant de l'Institut finlandais pour la santé et le bien-être a été développé. Cet indicateur simple ne comporte que quelques variables et un faible niveau de stratification et sa couverture n'est que partielle. L'analyse fait apparaître une différence de ventilation des prix et des volumes entre la méthode des intrants basée sur la compensation des employés, utilisée précédemment, et la nouvelle méthode basée sur l'indicateur de production. Les forces et les faiblesses de ces deux indicateurs, l'ancien et le nouveau, ont été comparées à l'indicateur annuel. Il a été décidé, en fonction de la performance des nouveaux indicateurs mensuels, que les nouvelles méthodes pouvaient être pérennisées. Des ressources pouvaient également être déployées pour poursuivre leur développement, afin d'avoir la possibilité de combiner les données annuelles précédentes et les nouvelles données mensuelles. Les possibilités d'améliorer les indicateurs de production pouvaient aussi être étudiées plus en profondeur.

Point 8 : Travaux futurs et adoption du rapport

43. Les propositions pour les futurs travaux seront présentées et examinées au titre de ce point de l'ordre du jour. Le rapport contenant les principales décisions adoptées au cours de la session sera soumis pour adoption.

Point 9 : Questions diverses

44. Les participants qui souhaitent proposer des questions à examiner au titre de ce point de l'ordre du jour sont priés d'en informer le secrétariat dès que possible.
